CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.919
13 février 2003

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA NEUF CENT DIX-NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 13 février 2003, à 10 h 20

Président: M. Rakesh SOOD (Inde)

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je déclare ouverte la 919^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Tout d'abord, permettez-moi, au nom de toutes les délégations présentes à la Conférence du désarmement, de faire part de notre profonde tristesse après la tragédie qui a coûté la vie aux sept membres d'équipage de la navette spatiale Columbia. Au nom de la Conférence du désarmement, permettez-moi d'adresser mes condoléances aux familles endeuillées, ainsi qu'aux Gouvernements des États-Unis d'Amérique et d'Israël.

Permettez-moi également de souhaiter officiellement la bienvenue parmi nous au nouveau Représentant permanent de la Hongrie, l'Ambassadeur Tibor Toth.

Je tiens également à souhaiter la bienvenue à M. Stephen Rademaker, Secrétaire d'État adjoint pour la limitation des armements des États-Unis, qui s'exprimera devant la Conférence aujourd'hui. Avant d'entrer au Département d'État, il a été Conseiller principal à la Commission restreinte pour la sécurité nationale de la Chambre des représentants des États-Unis. Il a occupé plusieurs fonctions au sein du Comité des relations internationales de la Chambre des représentants, notamment celles de premier Conseiller juridique pour l'opposition, premier Conseiller et Directeur adjoint du personnel. Durant cette période, il a joué un rôle essentiel dans l'élaboration du programme de travail du Comité sur le plan de la législation et de la supervision et a prodigué des conseils sur des questions qui ont trait en grande partie aux sujets qui intéressent la Conférence. Sa présence ici nous témoigne de l'engagement de son gouvernement et de l'importance qu'il attache à la Conférence du désarmement.

L'Ambassadeur Wolfgang Petritsch, de l'Autriche, est également inscrit sur la liste des orateurs pour aujourd'hui.

J'invite à présent le Secrétaire d'État adjoint, M. Stephen Rademaker, à prendre la parole.

M. RADEMAKER (États-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais): C'est pour moi un réel plaisir que de m'exprimer pour la première fois devant la Conférence du désarmement. Permettez-moi tout d'abord d'adresser au Président, l'Ambassadeur Sood, tous mes vœux de succès dans l'exercice de son mandat.

Je vous remercie également, Monsieur le Président, pour les condoléances que vous avez adressées aux familles des astronautes qui ont perdu la vie dans l'accident de la navette spatiale Columbia. Comme vous le savez, l'équipage n'était pas composé uniquement de citoyens américains. Il comprenait aussi un citoyen israélien et une femme originaire de votre pays.

À l'occasion de ce qui est mon premier discours devant cette instance, je souhaite expliquer la position de mon gouvernement concernant le rôle du multilatéralisme dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Inutile de rappeler ici que nous vivons une période lourde de menaces, confrontés que nous sommes à des dangers sur lesquels des institutions multilatérales telles que la Conférence du désarmement sont parfaitement à même de réfléchir. Ces dangers ne sont pas présents uniquement dans l'esprit des diplomates présents à Genève, New York et Vienne. Un simple coup d'œil sur les gros titres de la presse suffit à comprendre que ces dangers constituent la source de préoccupation première de notre époque. Je ne mentionnerai que quelques-uns

(M. Rademaker, États-Unis d'Amérique)

de ces dangers: mise au point de programmes secrets de mise au point d'armes de destruction massive en Iraq, programmes d'armement nucléaire en Corée du Nord, actes terroristes, comme ceux du 11 septembre 2001, et – peut-être le plus grand danger de tous – le risque de voir dans un avenir proche des terroristes acquérir leurs propres armes de destruction massive.

Malheureusement, depuis six ans, la Conférence du désarmement ne parvient pas à s'entendre sur la façon d'aller de l'avant pour s'attaquer aux problèmes des armes de destruction massive – ou, au demeurant, à tout autre problème touchant la limitation des armements. Il est devenu de bon ton, dans certains milieux, de critiquer les États-Unis pour leur politique prétendument unilatérale. Bien entendu, ceux qui profèrent de telles accusations conseillent à mon pays de suivre la voie dite du «multilatéralisme». Évidemment, s'ils veulent parler du multilatéralisme du type de celui qui a cours depuis maintenant six ans à la Conférence du désarmement, les États-Unis sont pardonnables d'essayer de faire quelque chose de différent. De fait, il me semble que si le multilatéralisme tel qu'il se pratique ici devait perdurer et s'étendre à d'autres instances multilatérales, nous aurions tous tôt fait de devenir unilatéralistes ou, à tout le moins, autre chose que des multilatéralistes.

Toutefois, au nom de mon gouvernement, je rejette toute affirmation selon laquelle les États-Unis ne seraient pas désireux d'employer des moyens multilatéraux pour atteindre les grands objectifs. Au contraire, si on la comprend correctement, on s'aperçoit que notre politique est profondément multilatéraliste. Si la politique américaine d'aujourd'hui diffère un tant soit peu de celle d'autrefois, c'est parce que nous sommes conscients du fait que, dans l'après-guerre froide, le multilatéralisme est plus important que jamais et que, sans chef de file, il est condamné à l'échec. Récemment, dans un certain nombre de cas, nous avons jugé nécessaire de jouer ce rôle de chef de file indispensable pour le succès de la voie multilatérale. Notre insistance pour que le multilatéralisme soit efficace nous rend parfois impopulaires, mais elle ne fait pas pour autant de nous des «unilatéralistes».

Prenons l'exemple de l'Iraq. Depuis près de 12 ans, le régime iraquien défie le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. En 1991, l'ONU a dépêché des inspecteurs en désarmement en Iraq et, pendant des années, le travail des inspecteurs a été sapé et le mandat du Conseil de sécurité bafoué. Le programme iraquien de mise au point d'armes de destruction massive a peut-être été ralenti, mais il ne s'est jamais arrêté. Les sanctions adoptées par l'Organisation des Nations Unies étaient censées prévenir une telle situation, mais avec le temps ces sanctions (de même que les inspecteurs) ont été de plus en plus perçues dans certains milieux comme un élément du problème et non comme un élément de la solution. L'Iraq a fini par cesser toute forme de coopération avec les inspecteurs en décembre 1998, ce qui a mis un terme effectif à leur mission dans ce pays.

Ce n'est pas un exemple dont un véritable partisan du multilatéralisme peut tirer gloire, et il ne sera, à coup sûr, d'aucun réconfort pour quiconque est préoccupé par la prolifération des armes de destruction massive. Ce n'est qu'en novembre dernier, à la suite des pressions croissantes exercées par les États-Unis, que l'ONU a finalement décidé de réagir au mépris affiché par l'Iraq envers la communauté internationale. Près de deux mois de difficiles négociations – en liaison étroite avec nos partenaires du Conseil de sécurité – ont finalement permis l'adoption, à l'unanimité, de la résolution 1441, dans laquelle le Conseil de sécurité

(M. Rademaker, États-Unis d'Amérique)

a déclaré que l'Iraq était en violation patente de ses obligations, renforcé les pouvoirs des inspecteurs et enjoint l'Iraq de saisir sa dernière occasion de désarmer sous peine de s'exposer à de «graves conséquences».

Cinq jours après l'adoption de la résolution 1441, l'Iraq a accepté le retour des inspecteurs et les termes de la résolution. Ce n'est ni un changement d'humeur soudain de Saddam Hussein ni une décision stratégique de désarmer qu'il aurait prise qui a poussé l'Iraq à obtempérer. C'est plutôt la détermination d'un Conseil de sécurité uni dans sa volonté de faire face à l'Iraq et de le menacer d'employer la force s'il continuait à se dérober à ses responsabilités.

En dépit de la volonté du Conseil de sécurité et de la reprise des inspections, l'Iraq continue à se soustraire à son obligation de désarmer. À ce jour, il n'a satisfait à aucune des deux conditions clefs énoncées dans la résolution 1441, à savoir, premièrement, fournir une déclaration à jour, exacte et complète faisant état de ses programmes d'armes de destruction massive et, deuxièmement, coopérer pleinement et activement avec les inspecteurs. L'Iraq continue donc bel et bien de violer de façon manifeste ses obligations internationales.

Les États-Unis ont suivi la voie du multilatéralisme au cours des trois derniers mois, alors même que l'Iraq tergiversait au lieu de se conformer sans condition à ses obligations et tentait de duper la communauté internationale. Nous avons fourni aux inspecteurs des renseignements militaires, des analyses, du personnel et un appui logistique. Nous les avons exhortés à user sans retenue de leurs prérogatives, de façon à augmenter les chances de parvenir à un désarmement vérifiable et pacifique de l'Iraq. Malheureusement, comme les inspecteurs eux-mêmes l'ont déclaré devant le Conseil de sécurité, «l'Iraq ne semble pas avoir véritablement accepté – pas même aujourd'hui – le désarmement qu'on exigeait de sa part et qu'il doit mener à bien afin de gagner la confiance du monde et de vivre en paix».

Les États-Unis et les pays qui partagent les mêmes positions ont joué un rôle décisif dans la création des conditions qui offraient à l'Iraq une dernière occasion de désarmer. Alors qu'il mettait l'Iraq en garde contre des «conséquences graves», le Conseil de sécurité savait très bien que le moment de la mise à exécution de la menace du recours à la force risquait de venir. Comme en novembre dernier, les États-Unis sont aujourd'hui pleinement conscients de l'importance d'une approche multilatérale unique de la question iraquienne. Nous souhaitons que le processus des Nations Unies fonctionne, mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut que les paroles soient suivies d'actes concrets. Nous souhaitons une solution pacifique en Iraq, mais nous savons aussi que l'Iraq ne peut être autorisé indéfiniment à faire fi de la volonté du Conseil de sécurité et à nuire ainsi à la crédibilité de cet organe. Nous devons, au même titre que nos collègues du Conseil de sécurité, relever les défis qui nous sont lancés et démontrer que l'Organisation des Nations Unies a un rôle à jouer dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales.

Nous connaissons bien le débat qui agite le Conseil de sécurité quant à la façon de procéder avec l'Iraq. De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui pour dire que les progrès réalisés depuis novembre dernier sont tels que nous devrions accorder plus de temps aux inspecteurs, des mois ou même des années si nécessaire. Bien entendu, cet argument part du principe que l'on peut compter sur les États-Unis pour que, dans les mois et les années qui viennent, ils continuent à jouer le rôle clef qui a finalement contraint Saddam Hussein à prendre les Nations Unies plus au sérieux que pendant les années précédentes.

(M. Rademaker, États-Unis d'Amérique)

Les États-Unis apprécient la confiance que d'autres semblent avoir dans notre endurance. Il ne faut cependant pas oublier que les États-Unis ne sont que des volontaires dans cette affaire. D'ordinaire, l'ONU ne rejette pas les volontaires. En effet, les volontaires sont le plus souvent trop peu nombreux, à en juger par les problèmes auxquels l'Organisation se heurte à chaque fois qu'elle envisage de mettre sur pied une opération de maintien de la paix. En tant que volontaires, nous n'avons pas une patience illimitée, sans parler de nos ressources ni de la volonté du peuple américain de soutenir le niveau d'engagement actuel pour régler ce qui n'est qu'un des nombreux problèmes graves de ce type. Il est donc grand temps que l'Organisation des Nations Unies prenne position et démontre qu'elle a un rôle à jouer dans le maintien de la sécurité collective de la communauté internationale.

Au point où ils en sont arrivés, les États-Unis ne reviendront pas en arrière. Mais nous ne pouvons plus attendre bien longtemps avant de régler cette question, et lorsque nous en finirons, nous espérons réunir autour de nous une grande coalition de pays. Nul doute qu'on saura trouver les mots qui conviennent pour qualifier ceux qui resteront à l'écart de cette coalition, mais ce ne sera assurément pas celui de «multilatéralistes».

Autre exemple de l'engagement des États-Unis en faveur d'un multilatéralisme efficace: l'approche que nous avons adoptée face au problème de la prolifération nucléaire dans la péninsule coréenne. Les États-Unis considèrent que les efforts faits par la République populaire démocratique de Corée pour mettre au point des armes nucléaires et son intention déclarée de se retirer du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires mettent gravement en péril le régime de non-prolifération et menacent la sécurité régionale et internationale. La communauté internationale s'exprime d'une seule voix en appelant de ses vœux la création d'une zone dénucléarisée dans la péninsule coréenne. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos amis et alliés, notamment avec la République de Corée, le Japon, l'Australie, l'Union européenne, la Russie et la Chine, mais aussi avec l'AIEA, pour résoudre pacifiquement ce problème. La République populaire démocratique de Corée doit démanteler de façon visible, vérifiable et irréversible son programme d'armement nucléaire.

Comme l'a déclaré le Secrétaire d'État Powell devant la Commission des relations extérieures du Sénat, le règlement de ce problème sera un processus long et difficile qui nécessitera l'action conjuguée de toute la communauté internationale. Nous ne sommes pas favorables à une solution partielle qui, bien que semblant résoudre le problème, ne fera en fait que le masquer temporairement. Nous ne ferons pas de concessions mutuelles avec la République populaire démocratique de Corée pour la convaincre de respecter les obligations qui lui incombent.

Pour cette raison, les États-Unis ont toujours souhaité que cette question soit portée devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui est l'institution investie de «la responsabilité principale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales», selon les termes de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies. D'autres pays se sont, dans un premier temps, opposés à une telle mesure, laissant entendre que les États-Unis devaient tenter de résoudre ce problème par un dialogue avec la République populaire démocratique de Corée. C'est bien là un des paradoxes suprêmes de notre époque: les États-Unis, pays prétendument unilatéraliste, cherchent à porter un problème qui menace la paix et la sécurité internationales

(M. Rademaker, États-Unis d'Amérique)

devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, alors que d'autres, malgré nos réticences, demandent instamment aux États-Unis de prendre sur eux de résoudre le problème au profit de la communauté internationale.

Ceux qui demandent aux États-Unis de résoudre ce problème de façon unilatérale partent du principe qu'il s'agit avant tout de notre problème, et donc de notre responsabilité, mais rien n'est plus faux qu'une telle affirmation. Une République populaire démocratique de Corée en possession de l'arme nucléaire menace en effet la stabilité de tout le Nord-Est de l'Asie. Étant donné les antécédents de ce pays, qui vend les armes qu'il fabrique, il existe aussi un risque de prolifération rapide des armes nucléaires au profit des régimes dangereux du monde entier.

Depuis des décennies, les milieux responsables de la limitation des armements se fondent sur la conviction qu'il ne faut pas laisser les règles établies par le TNP tomber en déliquescence pour éviter que ne s'engage un processus sans fin. Avec son programme d'armement nucléaire, la République populaire démocratique de Corée met la communauté internationale au défi de préserver ces normes. Nous savons tous que d'autres régimes observent actuellement la réaction de la communauté internationale avant de décider s'ils ont intérêt à suivre la voie tracée par la République populaire démocratique de Corée. La communauté internationale doit donc faire en sorte que ces observateurs intéressés décident de ne pas suivre cette voie.

Pour préserver la solidité du régime de non-prolifération et préserver la crédibilité de l'AIEA, le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA devait conclure à l'inexécution par la République populaire démocratique de Corée de ses obligations et porter l'affaire devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil des Gouverneurs s'est réuni hier à Vienne et a assumé ses responsabilités, ce dont nous nous félicitons.

L'engagement des États-Unis en faveur d'un multilatéralisme effectif se manifeste également dans les efforts que nous faisons depuis un an pour renforcer la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques. La décision que nous avons prise de tenter d'insuffler un nouveau dynamisme à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques n'avait pas pour objet de rendre mon gouvernement populaire. La voie la plus facile pour nous aurait été de regarder ailleurs pendant que l'Organisation s'atrophiait lentement. En fait, c'est précisément ce que de nombreux gouvernements nous ont instamment demandé de faire, y compris des gouvernements qui affichent souvent plus ouvertement que les États-Unis leur position en faveur de la limitation des armements.

Cependant, les dangers liés aux armes chimiques nous paraissaient si grands que nous n'avons pu nous résoudre à accepter qu'un multilatéralisme compassé fasse obstacle à un multilatéralisme efficace. C'est pourquoi nous avons choisi de miser politiquement sur une campagne visant à revitaliser l'Organisation, et nous sommes satisfaits des résultats atteints. Le nouveau Directeur général, M. Rogelio Pfirter, a accompli un travail considérable au cours des premiers mois de son mandat, et mon gouvernement lui accorde, de même qu'à l'Organisation, un soutien total.

(M. Rademaker, États-Unis d'Amérique)

Pour prouver notre foi dans l'avenir de cette organisation, le Secrétaire d'État Powell a décidé de renforcer notablement notre représentation diplomatique en nommant l'Ambassadeur Eric Javits à La Haye. Cette décision n'a pas été prise à la légère; elle reflète notre volonté d'appuyer et promouvoir les travaux de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, organisation internationale qui contribue avec succès à la sécurité internationale en luttant contre la dissémination des armes de destruction massive. Comme nous l'avons précisé en annonçant cette décision, nous nommerons un nouveau représentant à la Conférence du désarmement.

En ce qui concerne nos réalisations de l'année écoulée, je dois également mentionner le Traité entre les États-Unis et la Fédération de Russie sur la réduction des armements stratégiques offensifs, également appelé Traité de Moscou, que nous avons signé le 24 mai 2002. S'il ne s'agit pas d'un accord multilatéral au sens strict du terme, le Traité de Moscou traduit la volonté de mon gouvernement de travailler avec d'autres pays pour renforcer la sécurité internationale. Il concrétise sous une forme juridique les engagements respectifs des États-Unis et de la Fédération de Russie de réduire d'environ les deux tiers le nombre d'ogives nucléaires stratégiques déployées par chacun des deux pays, pour ramener ce nombre entre 1 700 et 2 200 d'ici la fin de 2012.

Cette mesure de première importance prise par les États-Unis et la Fédération de Russie constituera la réduction la plus importante jamais réalisée du nombre d'armes nucléaires déployées. Elle témoigne en outre de notre volonté de nous conformer à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

C'est aussi une mesure dont beaucoup pensaient qu'elle était impossible à mettre en œuvre si les États-Unis concrétisaient leur projet de se retirer du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles. Beaucoup ont appelé l'attention sur le fait que le Traité ABM constituait le fondement de la stabilité stratégique et que, si les États-Unis venaient à exercer leur droit de s'en retirer, une nouvelle course aux armements deviendrait inéluctable. La conclusion du Traité de Moscou, cinq mois à peine après que le Président Bush eut annoncé sa décision d'abroger le Traité ABM, prouve que de telles prédictions étaient infondées.

Nous avons non seulement abrogé le Traité ABM à l'amiable, signé le Traité de Moscou et établi un nouveau cadre stratégique avec la Russie, mais aussi commencé à déployer des systèmes de défense antimissiles en coopération avec nos alliés traditionnels et avec la Fédération de Russie. Le succès des efforts que nous avons faits à ce jour et le caractère multilatéral de notre stratégie concernant les systèmes de défense antimissiles devraient rassurer ceux qui se sont initialement interrogés sur le sens de notre attitude à l'égard du Traité ABM.

Au cours de la dernière année écoulée, les États-Unis ont aussi beaucoup contribué à la lutte contre la menace que font peser les armes biologiques. Le résultat de la cinquième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques, tenue en novembre 2002, a démontré que nous étions déterminés à rechercher des stratégies innovantes pour freiner la prolifération des armes biologiques ou à toxines. Il a également montré que nous n'étions pas prêts à accepter des demi-mesures qui auraient pour effet de donner un blanc-seing aux États voyous qui ont élaboré des programmes ambitieux visant à mettre au point de telles armes.

(M. Rademaker, États-Unis d'Amérique)

Les exemples que je viens d'évoquer montrent que les États-Unis sont favorables au multilatéralisme lorsqu'il est efficace et qu'ils sont prêts, le cas échéant, à donner l'impulsion nécessaire pour le rendre efficace. Au cours des six dernières années, la Conférence du désarmement n'a pas été l'instrument d'un multilatéralisme efficace. La question qui se pose aujourd'hui est la suivante: le multilatéralisme peut-il être rendu efficace?

Les États-Unis souhaiteraient que la Conférence du désarmement se transforme en une instance multilatérale plus efficace. Nous restons favorables à la négociation, dans ce cadre, d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles interdisant effectivement et de façon vérifiable la production de matières fissiles de qualité militaire tout en contribuant au renforcement de notre sécurité nationale. D'après ce que nous savons, pas un pays représenté ici n'est en désaccord sur l'idée de base d'un tel traité. Pourtant, jusqu'à présent, cela n'a pas été suffisant pour ouvrir des négociations dans le cadre de la Conférence du désarmement.

La Conférence du désarmement fonctionne sur la base du consensus, et ce pour de bonnes raisons. Ce mode de fonctionnement donne à chaque participant un droit de veto, ce qui contribue à donner un caractère universel ou presque à tout accord produit par cette instance. Mais, depuis plusieurs années, l'évolution de ce principe dans le contexte de la Conférence du désarmement illustre parfaitement la façon dont un principe bon au départ peut être dénaturé dans la pratique. À la Conférence du désarmement, le consensus est devenu synonyme de couplage et d'obstruction. Il a permis à une poignée d'États de formuler des exigences irréalistes et impossibles à satisfaire en faisant de l'ouverture de négociations sur des sujets qui ne s'y prêtent pas encore la condition de l'engagement de travaux dans des domaines où des progrès sont possibles.

Cette attitude a eu pour effet de jeter un tel discrédit sur cette instance, unique organe permanent au monde de négociation sur des questions touchant à la limitation des armements, que des gouvernements ayant le sens des responsabilités, dont celui des États-Unis, en sont venus à se demander si la Conférence avait encore lieu d'être, au regard de la situation que nous connaissons aujourd'hui en matière de sécurité. Nous devons tous être conscients que la Conférence du désarmement telle que nous l'avons connue ne survivra pas longtemps si un tel malaise persiste.

La solution à ce problème est évidente: le consensus doit être préservé, mais les États représentés ici doivent renoncer à toute idée de couplage global qui consisterait à ne rien adopter tant qu'il n'y aurait pas accord sur tout. Nous devrions négocier sur les sujets pour lesquels nous pensons tous que le moment est venu de le faire, tout en menant des travaux exploratoires informels sur d'autres questions jusqu'à ce que les membres de la Conférence trouvent un terrain d'entente susceptible de déboucher sur de nouveaux progrès sur ces mêmes questions.

Ainsi, au cours de la présente session, entendons-nous pour adopter une résolution claire afin d'ouvrir des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles. J'entends par «claire» une résolution qui ne soit pas encombrée de couplages avec des propositions n'ayant rien à voir avec le sujet et pour lesquelles il n'existe pas d'accord au sein de cette instance. Pour que cette instance ait un avenir, il faut que cesse la pratique en vigueur, qui consiste à subordonner des initiatives essentielles pour la sécurité internationale à l'adoption de propositions équivoques, impopulaires ou dépassées.

(M. Rademaker, États-Unis d'Amérique)

En revanche, si nous restons bloqués sur des points de l'ordre du jour qui, dans le passé, ont été le principal centre d'intérêt de la Conférence du désarmement, nous devrions nous demander s'il y a consensus pour traiter d'autres points pour lesquels des chances de progrès existent. Par exemple, ne pourrions-nous pas nous mettre d'accord pour dire que les risques que des terroristes se procurent des armes de destruction massive méritent d'être examinés avec soin? Ne serait-il pas possible de nous entendre sur des restrictions concernant les exportations de tous les types de mines terrestres non dotées de systèmes d'autodestruction, qui ont infligé tant d'indicibles souffrances aux populations civiles sur presque tous les continents? Ou, au contraire, des idées telles que celles-ci deviendront-elles, elles aussi, les victimes des couplages qui caractérisent désormais les travaux de la Conférence du désarmement?

La Conférence du désarmement peut aussi contribuer à la paix et à la sécurité internationales en redoublant d'efforts pour assurer le respect des traités qui interdisent les armes de destruction massive une fois qu'ils sont entrés en vigueur. Il arrive trop souvent que des États semblent impatients de négocier de tels traités puis se désintéressent totalement de leur mise en œuvre. Ce phénomène est compréhensible: il est plus aisé et plus passionnant de négocier de nouveaux traités que de travailler sur les détails fastidieux relatifs à leur mise en œuvre et au respect de leurs dispositions. S'il est explicable, ce phénomène est en revanche inacceptable. Trop d'États voyous ont signé de tels traités et ont pourtant établi des programmes clandestins visant à fabriquer ces terribles armes. Nous appelons tous les États parties à des traités interdisant les armes de destruction massive à honorer leurs engagements.

Le fait de s'attacher à la mise en œuvre d'un traité donne parfois lieu à des situations dans lesquelles certaines parties doivent reprocher à d'autres l'inexécution de leurs obligations. Rares sont les États qui aiment formuler de telles accusations, ce qui s'explique largement par la perspective de devoir imposer des sanctions. Néanmoins, pour que la maîtrise multilatérale des armements ait un avenir, les parties aux traités doivent faire face à leurs responsabilités et décider qu'elles ne toléreront aucun manquement aux obligations découlant de ces instruments.

Le dernier sujet que je ne puis me permettre de passer sous silence est celui de l'éventualité d'une Conférence du désarmement sous présidence iraquienne, le mois prochain. Je tiens à être très clair. Les États-Unis jugent inacceptable une accession de l'Iraq à la présidence de la Conférence du désarmement. Une telle perspective devrait d'ailleurs être inacceptable pour tous les défenseurs de la Conférence du désarmement, car elle jetterait sur cette instance un discrédit plus grand encore que ses six années d'inactivité.

En conclusion, Monsieur le Président, les États-Unis espèrent que cette année verra la Conférence du désarmement redevenir une instance multilatérale efficace. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec vous et avec les autres délégations pour parvenir à ce résultat.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le Secrétaire d'État adjoint, M. Rademaker, de son importante déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne la parole à l'Ambassadeur Wolfgang Petritsch, de l'Autriche.

M. PETRITSCH (Autriche) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, je suis presque un nouveau venu à la Conférence du désarmement, mais j'ai été frappé par deux expressions que j'ai entendues à de nombreuses reprises dans cette instance. La première est que «les conditions de sécurité dans lesquelles nous vivons évoluent» et la deuxième que «la Conférence du désarmement est l'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement». Que signifient ces expressions? Quel est le lien entre elles en ce qui concerne l'objectif consistant à renforcer notre sécurité collective et individuelle?

Certes, les conditions de sécurité évoluent. Pendant la guerre froide, les grandes menaces qui pesaient sur la paix et la sécurité internationales nous apparaissaient essentiellement comme le résultat d'un phénomène limité aux États. Aujourd'hui, nous sommes face à une réalité plus complexe et plus ambiguë. Le XXI^e siècle a commencé par des attaques d'un genre que personne ou presque n'aurait osé imaginer: l'utilisation d'avions civils comme missiles contre des bâtiments dans deux des plus grandes villes du monde par des terroristes qui n'accordaient pas le moindre prix à la vie humaine.

Personne ne peut excuser ni tenter de justifier l'abjecte barbarie de l'assassinat de milliers d'innocents. Mais le terrorisme n'est qu'une des menaces qui pèsent sur la sécurité et le bien-être à long terme de la communauté internationale. À certains égards, il est un symptôme autant qu'une cause de la violence, de la répression et de l'insécurité. La pauvreté, les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, les maladies telles que le VIH/sida, les violations des droits de l'homme, le fanatisme et le terrorisme sont autant de facteurs complémentaires du processus d'aggravation des inégalités, du ressentiment et de la violence. Ce processus pourrait bien aboutir à l'utilisation, jusqu'ici inimaginable, d'armes de destruction massive. Quoi de plus urgent que de rechercher une réponse globale à ces menaces?

De nombreux membres de la Conférence ont qualifié celle-ci d'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. Certes, elle est une instance conçue pour élaborer des accords de limitation des armements et de désarmement. Cependant, à strictement parler, la Conférence du désarmement n'est ni la seule instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement ni une instance universelle. Comme beaucoup de pays représentés ici, l'Autriche souhaite que la Conférence elle-même évite de devenir anachronique après cinq années de léthargie au cours desquelles elle n'a pas apporté la moindre contribution à la résolution des problèmes urgents qu'elle est pourtant chargée de traiter.

Nous devons sortir de l'immobilisme et renoncer aux échanges stériles auxquels certains recourent uniquement pour préserver le statu quo ou renforcer le prestige de tel ou tel pays au détriment de progrès réels. La non-prolifération n'est qu'un élément de la réponse; elle ne suffit pas. Si nous voulons vraiment débarrasser le monde des armes de destruction massive, nous devons accélérer le processus de désarmement.

La situation actuelle est source d'une déception profonde et largement répandue, tant à la Conférence du désarmement que dans le monde réel. Nous faisons face à des menaces multiples qui requièrent, de toute urgence, des réponses multilatérales. Nous n'avons pas observé beaucoup de signes de la volonté de la Conférence du désarmement de se réformer et de se mettre au travail, mais nous appuyons pleinement tous les efforts susceptibles de l'aider à sortir de l'impasse.

(M. Petritsch, Autriche)

Depuis cinq ans, nous avons appuyé un certain nombre d'efforts louables et créatifs faits par les présidents successifs dans le but de susciter un accord sur un programme de travail. Aux yeux de l'Autriche, aucune de ces propositions n'est suffisamment ambitieuse quant au fond. Toutefois, le programme de travail n'est que le point de départ des travaux de fond et nous sommes prêts à accepter toutes les propositions susceptibles de nous mettre sur la bonne voie.

Nous appuyons sans réserve la proposition interrégionale formulée par les Ambassadeurs Dembri, Lint, Reyes, Salander et Vega. Nous demandons instamment aux très rares États qui s'opposent au consensus d'avoir le courage d'appuyer cette proposition. Après tout, un programme de travail ne préjuge en rien des résultats. La règle du consensus qui régit la Conférence offre à chaque délégation un filet de sécurité infailible.

L'Autriche demeure déterminée à promouvoir les efforts multilatéraux en faveur du désarmement, de la limitation des armements et de la non-prolifération, car elle est convaincue que la préservation de la paix et de la sécurité est notre obligation commune. La sécurité collective et nationale est, en définitive, la sécurité de tous.

Il y a deux semaines, j'ai pris la parole au nom du Réseau de la sécurité humaine et j'ai informé la Conférence d'une initiative prise par le Réseau au sujet de l'universalisation de la Convention d'Ottawa. Le concept de sécurité humaine découle d'une approche qui place l'individu et sa sécurité au cœur de toute considération politique. Il est fondé sur la conviction que l'objectif premier des relations internationales devrait être la protection de l'être humain. Il existe une responsabilité collective de protection à cet égard, comme on a pu le constater ces dernières années lors des opérations humanitaires menées en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Timor oriental et ailleurs.

Si on considère notre programme de travail en matière de désarmement dans cette perspective, il devient évident que beaucoup reste encore à faire pour que nous commencions à exercer cette responsabilité.

De par leur énorme potentiel de destructions et de pertes en vies humaines, les armes de destruction massive sont totalement à l'opposé d'un concept de sécurité centré sur l'être humain.

En avril prochain aura lieu à Genève une nouvelle réunion du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP. Le TNP est, à notre avis, l'illustration parfaite de l'opposition qui existe entre les différentes approches en matière de sécurité. Dans leur immense majorité, les États non dotés d'armes nucléaires sont convaincus que la possession d'armes nucléaires et, à plus forte raison, leur utilisation, sont inacceptables, car elles ne peuvent que nuire à la sécurité et à la stabilité à long terme du monde.

Cependant, d'autres États semblent partir du principe que la possession durable d'armes nucléaires est une bonne solution, car elle renforce leur sécurité nationale et leur prestige international. Comment interpréter autrement le fait que, trois ans après avoir pris l'engagement sans équivoque de progresser vers le désarmement nucléaire, les États dotés d'armes nucléaires n'ont apparemment guère avancé sur cette voie? Une telle approche est fondamentalement

(M. Petritsch, Autriche)

faussée et même à courte vue. Elle finira, selon nous, par affaiblir le TNP, si des mesures ne sont pas prises d'urgence. Ces mesures pourraient consister par exemple à reprendre immédiatement les négociations sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Lors de la prochaine Conférence d'examen, des progrès sensibles devront être faits pour mettre en œuvre l'ensemble des articles du TNP, y compris l'article 6, ainsi que les 13 mesures qui ont été décidées.

Qui plus est, les récents événements ont clairement démontré que l'acquisition d'armes nucléaires n'améliore pas les conditions de sécurité sur le plan stratégique, particulièrement dans les pays où les besoins en termes de développement et de sécurité humaine sont plus pressants que jamais.

L'amorce d'un désarmement nucléaire sera un signe de progrès. Cependant, parallèlement à l'ouverture immédiate de négociations sur l'arrêt de la production de matières fissiles, la communauté internationale doit à présent redoubler d'efforts pour contribuer à l'entrée en vigueur du TICE.

Dans ce contexte, je tiens à souligner l'importance que nous attachons aux travaux de l'AIEA, qui a un rôle crucial à jouer dans la prévention de la prolifération des armes nucléaires, particulièrement à un moment où nous prenons de plus en plus conscience de la menace que font peser les groupes terroristes et du fait que ces groupes sont prêts à franchir toutes les frontières de l'humanité.

Il est de notre responsabilité collective de combattre les menaces biologique et chimique. L'Autriche a apporté un soutien vigoureux aux efforts entrepris pour adopter un protocole de vérification du respect de la Convention sur les armes biologiques, efforts qui ont brutalement tourné court durant l'été 2001. Certes, le projet de protocole n'était pas parfait, mais en dépit des affirmations de quelques-uns, il offrait de réels avantages en termes de sécurité. Par ailleurs, toute démarche multilatérale a pour avantage d'engager les parties, de contribuer à l'instauration de la confiance et de promouvoir la coopération. C'est pourquoi nous pensons que, depuis deux ans, l'intégrité de cet instrument est mise à mal, et nous espérons sincèrement que le mécanisme de suivi que nous avons décidé de mettre en place, lors de la Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques de novembre dernier, produira des résultats et contribuera au renforcement de cet instrument.

Nous sommes actuellement confrontés à la perspective d'un conflit majeur, dont les conséquences potentielles mobilisent nos esprits. C'est pourquoi certains trouveront peut-être naïf de souligner la dimension humaine des relations internationales en un moment aussi décisif.

Cependant, la dimension humaine devrait systématiquement figurer au cœur de notre réflexion. Ne nous laissons pas entraîner par la logique et la dimension militaires telles qu'elles apparaissent devant nos yeux. Comme je l'ai dit, il est de notre devoir de faire face aux problèmes de sécurité en cherchant à améliorer la vie des gens ordinaires. Fort heureusement, il est arrivé à certaines occasions que les volets désarmement et humanitaire coexistent.

(M. Petritsch, Autriche)

La semaine dernière, les États parties à la Convention d'Ottawa, des organisations internationales et des représentants de la société civile se sont à nouveau réunis pour travailler à la mise en œuvre de la Convention, afin d'atténuer les conséquences inhumaines des mines antipersonnel. L'Autriche a eu l'honneur de coprésider avec le Pérou les réunions du Comité permanent d'experts sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention.

Même si, au départ, les négociations sur la Convention d'Ottawa étaient spécifiquement orientées vers le désarmement, les résultats obtenus en 1997 sur le plan humanitaire ont transcendé ces limites et dépassé nos attentes. Les considérations humanitaires l'ont emporté sur le cynisme politique. La Convention d'Ottawa est fondée sur une approche centrée sur la sécurité de l'individu. Dans le préambule de cet instrument, les États parties se déclarent «déterminés à faire cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel qui tuent ou mutilent des centaines de personnes chaque semaine, pour la plupart des civils innocents et sans défense, en particulier des enfants, entravent le développement et la reconstruction économiques, empêchent le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées sur le territoire, et ont d'autres graves conséquences pendant des années après leur mise en place».

Tous ces éléments du préambule sont particulièrement d'actualité. S'il devait y avoir un conflit, quelles en seraient les répercussions sur la vie des gens ordinaires? Je ne m'attarderai pas davantage sur ce point, car je risquerais de sortir du cadre général qui sied à ce type de déclaration. Quoiqu'il en soit, l'Autriche estime que le principe humanitaire exprimé dans le préambule doit être respecté au-delà même du champ d'application de la Convention et qu'il doit nous guider dans la façon dont nous appréhenderons la question du désarmement en général.

Dans ce contexte, nous espérons que les négociations qui sont sur le point de commencer concernant un éventuel cinquième protocole annexé à la Convention sur certaines armes classiques contribueront à une résolution globale de la question des effets des restes explosifs de guerre. Là encore, les souffrances humaines engendrées par les munitions non explosées devraient constituer le moteur de notre action. Nous espérons être en mesure de conclure, à la fin de l'année, un instrument global, crédible et juridiquement contraignant.

Le même principe doit guider nos travaux en ce qui concerne les armes légères ou de petit calibre. Les effets néfastes de ces armes sur la vie des personnes, particulièrement dans les contextes fragiles des lendemains de conflit, sont désormais bien connus. Les armes légères ou de petit calibre figurent naturellement en tête des priorités si on veut appliquer une approche centrée sur l'individu. La Conférence de 2001 des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects a permis de franchir une étape importante. Le programme d'action en la matière ouvre la voie à des mesures ciblées aux niveaux mondial, régional et national, qui devront être prises avant la prochaine réunion d'examen de 2006. L'Autriche est très attachée à ce processus et nous attendons avec intérêt la réunion qui doit avoir lieu sur ce thème dans le courant de l'année et au cours de laquelle les États évalueront les progrès réalisés jusqu'à présent.

(M. Petritsch, Autriche)

Le monde du désarmement reste encore largement dominé par une rhétorique rigide. Nous pensons avec optimisme que les récentes approches, notamment en ce qui concerne les mines antipersonnel et les armes légères, finiront par influencer positivement sur l'effort de désarmement. L'Autriche considère que la participation de la société civile est une des clefs du succès de ces démarches.

La communauté internationale nous a confié la responsabilité de répondre aux préoccupations en matière de sécurité. Il s'agit d'un engagement collectif, d'une responsabilité collective, mais aussi d'une prérogative nationale, comme certains n'ont cessé de nous le rappeler. Là encore, l'Autriche continuera à faire le maximum pour renforcer les approches multilatérales visant à nous permettre d'atteindre nos objectifs de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération.

Enfin, Monsieur le Président, je tiens à exprimer notre gratitude pour la confiance témoignée à mon pays par les États signataires du Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques. En effet, l'Autriche a été désignée comme point central de contact. Nous espérons que le nombre d'États souscripteurs, actuellement de 101, continuera à augmenter et que le Code contribuera utilement à la lutte contre la prolifération des missiles balistiques. Nous encourageons donc les États qui ne l'ont pas encore fait à signer le Code et à en informer le point central de contact à Vienne.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de l'Autriche de son importante déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée, M. So Se Pyong.

M. SO (République populaire démocratique de Corée) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, je n'avais pas l'intention de prendre la parole aujourd'hui. Cependant, M. Rademaker m'a aimablement demandé de commenter ses observations.

Je ne sais pas s'il a dit ceci pour faire progresser la Conférence du désarmement ou pour promouvoir ses visées agressives sous l'étendard du multilatéralisme devant cette honorable instance. Il a mis l'accent à maintes reprises sur le multilatéralisme. Dans ce cas, qui va dans le sens de l'unilatéralisme, premier thème de discussion dans le monde actuellement? Qui a porté ce terme même sur le devant de la scène? Selon moi, ce discours multilatéraliste n'est que de pure forme et n'a rien à voir avec ce que font les États-Unis. Il n'y a pas de logique. Le représentant des États-Unis ne fait que se répandre en belles paroles.

Deuxièmement, il a arbitrairement déclaré dans son intervention que la République populaire démocratique de Corée violait ses obligations internationales et ne faisait que nuire à la communauté internationale. Ma délégation l'a déjà indiqué, les États-Unis mènent une politique hostile vis-à-vis de la République populaire démocratique de Corée et la soumettent à des sanctions économiques depuis plus d'un demi-siècle. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Bush, ils ont classé notre État souverain parmi les pays dits de «l'axe du mal» et l'ont inscrit sur la liste des pays cibles dans l'hypothèse où ils lanceraient une attaque nucléaire préventive. Qui plus est, les États-Unis ont délibérément violé le cadre établi en 1994, en ne construisant pas,

(M. So, République populaire démocratique de Corée)

en 2003, au plus tard, des réacteurs à eau ordinaire dans mon pays. Coïncidence volontaire, les États-Unis ont fait en sorte que l'AIEA adopte, occasionnellement, des résolutions contre la République populaire démocratique de Corée.

Mon gouvernement a clairement indiqué qu'à l'heure actuelle, les activités nucléaires de mon pays visaient des objectifs pacifiques, essentiellement la production d'électricité. Nous avons également fait savoir que nous étions disposés à mettre en place un mécanisme de vérification séparé entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis à condition que ces derniers renoncent à leur politique hostile envers nous, et que nous étions prêts à conclure avec eux un pacte bilatéral de non-agression basé sur l'égalité entre nos deux pays. Or, les États-Unis qualifient de «menace» et de «chantage» contre la communauté internationale nos activités menées à des fins pacifiques. La République populaire démocratique de Corée s'oppose vigoureusement à une telle évaluation, qu'elle juge injuste, unilatérale et totalement déformée.

Je n'ai pas l'intention de me répéter, mais je dois souligner une nouvelle fois qu'il ne fait pas l'ombre d'un doute que la question nucléaire dans la péninsule coréenne est le résultat de la politique hostile des États-Unis vis-à-vis de la République populaire démocratique de Corée, qui est un État souverain. Si les États-Unis changent d'attitude immédiatement, la question sera réglée instantanément et tous les problèmes disparaîtront d'un seul coup. Je ne comprends pas pourquoi les États-Unis nous fuient. N'ayez pas peur, M. Rademaker.

C'est pour cela que nous parlons d'un problème «bilatéral» entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique. Le problème n'est en effet ni «multilatéral» ni «international». Les États-Unis tentent de faire obstacle aux bonnes relations et aux progrès qui sont actuellement observés dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est. Telle est leur principale intention. Ils sont jaloux. Ils ont l'air d'une superpuissance. Ils veulent tout maîtriser. Les États-Unis sont-ils devenus le juge international? En s'attaquant à la République populaire démocratique de Corée dans le domaine nucléaire, les États-Unis veulent en réalité l'effondrement du gouvernement souverain de mon pays, allant jusqu'à employer des expressions telles que «régime répressif», «régime illégal», voire même «État terroriste». M. Rademaker, nous vous conseillons de ne plus tenter de manœuvres pour détourner l'attention du monde et tromper la communauté internationale, car tout le monde connaît maintenant votre vrai visage.

Les États-Unis n'ont cessé de faire de l'AIEA l'instrument de leur politique hostile. M. Rademaker nous l'a rappelé, hier, l'AIEA a à nouveau été utilisée pour permettre aux États-Unis d'arriver à leurs fins. Il est regrettable que cette organisation, dont le rôle est pourtant de surveiller les activités internationales dans le domaine nucléaire, n'ait pas d'yeux pour constater la perte de 260 kilos de plutonium. Elle ne s'intéresse qu'à la politique de «deux poids, deux mesures». C'est pourquoi nous rejetons avec force la résolution adoptée hier par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, lequel n'était pas autorisé à agir ainsi. Nous n'avons plus rien à faire avec l'AIEA. Mon gouvernement ne se soucie pas de cette résolution, quelle que soit la nature des discussions qui auront lieu au Conseil de sécurité. J'estime toutefois que si l'ONU aborde la question nucléaire dans la péninsule coréenne, elle devra faire preuve d'équité dans la détermination des responsabilités et devra aussi sanctionner les États-Unis, car ce sont eux les principaux auteurs de trouble, ce sont eux qui ont ouvert la boîte de Pandore.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de la République populaire démocratique de Corée. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq, M. Naji Abid.

M. ABID (Iraq) (traduit de l'arabe): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour la façon dont vous présidez la Conférence du désarmement et pour les efforts considérables que vous faites pour diriger les travaux de la présente session. Ma délégation est disposée à coopérer pleinement avec vous pour atteindre nos objectifs communs. Permettez-moi également d'adresser mes meilleurs vœux aux délégations de tous les pays arabes frères et à tous les pays islamiques amis, à l'occasion de la fête de l'Aïd al-Adha. Que Dieu les bénisse tous!

Conformément au Règlement intérieur, la présidence de la Conférence du désarmement s'exerce par rotation entre les membres. C'est là un des avantages du multilatéralisme. Ma délégation ne pense pas qu'on puisse défendre la cause du multilatéralisme en imposant le point de vue d'une seule partie en ce qui concerne la présidence des organes internationaux. Cette question doit être tranchée par les organes en question, conformément à leurs règlements intérieurs. Le Gouvernement des États-Unis a pris politiquement position contre mon pays et invoque des prétextes fallacieux pour lancer une guerre d'agression contre lui, malgré l'opposition de la communauté internationale. Les États-Unis d'Amérique ne sont pas satisfaits par la perspective de voir ma délégation assumer la présidence de la Conférence durant la présente session. Cependant, s'ils étaient autorisés à prendre des mesures ou à exercer des pressions pour que soit refusé à un membre important de la Conférence le droit de présider cette instance que lui confère le Règlement intérieur, cela créerait un précédent extrêmement dangereux et marquerait un recul dans nos travaux, car d'autres États pourraient être amenés à subir le même sort dans le futur.

Ma délégation tient à réagir aux allégations de la délégation des États-Unis et à répondre aux accusations lancées contre mon pays quant à l'acquisition d'armes de destruction massive. Nous tenons à préciser que deux instances internationales, la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU) et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ont été mandatées pour effectuer des inspections en Iraq afin de vérifier les allégations faisant état de la présence d'armes de destruction massive dans le pays. Ce travail est en cours depuis maintenant plus de deux mois et les autorités iraqiennes y coopèrent pleinement. Aucun des rapports présentés au Conseil de sécurité ne fait état de la découverte d'armes de destruction massive. La communauté internationale a pu se rendre compte de la façon dont les États-Unis tentaient de faire obstruction aux inspections en Iraq pour pouvoir, en toute liberté, mener leur agression contre l'Iraq et imposer leur hégémonie sur la région et sur le monde. Dans le même temps, la communauté internationale demande que les inspecteurs bénéficient de suffisamment de temps pour terminer leur travail, conformément aux résolutions internationales pertinentes.

Ma délégation tient à réaffirmer que nous avons pleinement mis en œuvre et respecté nos obligations au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. En particulier, nous soulignons l'importance de la mise en œuvre du paragraphe 14 de la résolution 687 (1991), dans lequel la communauté internationale appelle de ses vœux la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Ma délégation tient à réaffirmer qu'elle rejette les allégations des États-Unis d'Amérique selon lesquelles l'Iraq posséderait des armes

(M. Abid, Iraq)

de destruction massive. L'Iraq ne possède pas de telles armes. Nous appelons l'attention de la communauté internationale sur le fait que les États-Unis ont été le premier pays au monde à utiliser de telles armes et qu'ils ont déployé des munitions contenant de l'uranium appauvri qui ont eu des conséquences humaines et environnementales désastreuses sur mon pays.

Monsieur le Président, avant de conclure, je tiens à réaffirmer que les États-Unis mènent une politique sélective de «deux poids, deux mesures» concernant les différents problèmes internationaux, en fonction de leurs propres intérêts stratégiques. Par ailleurs, les positions qu'ils expriment sur les différentes questions touchant au désarmement et au multilatéralisme sont intransigeantes.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de l'Iraq de sa déclaration et de ses paroles aimables adressées à la présidence.

La liste des orateurs d'aujourd'hui est terminée. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade?

Je vais à présent vous inviter à prendre une décision concernant les demandes du Danemark, du Ghana, du Liban, du Népal et de l'Arabie saoudite, qui souhaitent participer en tant qu'observateurs aux travaux de la présente session. Ces demandes n'ont pas été préalablement examinées en séance plénière officielle, mais elles ont fait l'objet de consultations entre les groupes dans le courant de la semaine dernière. Elles sont contenues dans le document CD/WP.530/Add.1, dont vous avez été saisis.

Puis-je considérer que la Conférence décide d'inviter le Danemark, le Ghana, le Liban, le Népal et l'Arabie saoudite à participer à nos travaux conformément au Règlement intérieur?

Il est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Puisque personne ne demande à prendre la parole, que cette séance sera la dernière à être présidée par mon pays et que c'est la dernière fois que j'ai l'honneur de m'adresser à vous depuis cette tribune, permettez-moi de faire quelques brèves remarques de conclusion.

Au début de la présidence de l'Inde, j'avais relevé un étrange paradoxe: alors que nous faisons face à de nouvelles menaces et à de nouvelles incertitudes, nous ressentons une frustration de plus en plus forte en constatant l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons. Nous avons reçu les ressources nécessaires pour tenir 10 séances par semaine, mais nous n'en avons utilisé qu'une infime partie. La Conférence du désarmement avait adopté un ordre du jour au début de l'année 2003, mais nos consultations concernant l'adoption d'un programme de travail n'avaient toujours pas abouti. En conséquence, pour tenter d'encourager la Conférence à se mettre au travail, je me suis intéressé aux solutions qui avaient été suggérées durant mes consultations avec les délégations.

(Le Président)

La première correspondait à l'initiative des cinq ambassadeurs, dont il était fait état dans le document CD/1693, relative à un programme de travail complet. Je sais que le groupe des cinq ambassadeurs poursuit ses consultations, et je les ai moi-même activement encouragés à le faire pour faire sortir la Conférence du blocage sur le plan des procédures.

La deuxième solution qui a été proposée était de mettre de côté les trois sujets difficiles et interdépendants, pour nous concentrer sur les sujets pour lesquels nous nous étions déjà, dans le passé, mis d'accord et avons adopté des mandats portant création de comités spéciaux. Mais cette solution a suscité, elle aussi, l'opposition de certaines délégations.

Une troisième solution consistait à traiter sur un pied d'égalité l'ensemble des questions en consacrant des séances plénières officieuses à tous les points de l'ordre du jour, mais mes consultations ont montré que cette solution ne recueillait pas non plus l'assentiment général de la Conférence.

Nous voilà donc revenus à la case départ, c'est-à-dire à la question des couplages et des mandats permettant ou non de tenir des négociations.

Les résultats obtenus par la Conférence du désarmement montrent que rien ne garantit que les mandats de négociation débouchent sur des négociations fructueuses, et que les autres mandats débouchent sur des mandats de négociation conduisant eux-mêmes à des négociations fructueuses. Les exemples de ces deux cas de figure sont nombreux dans l'histoire de la Conférence. Il me semble par conséquent que nos discussions sur la question de savoir s'il faut ou non établir des mandats de négociation ont pour seul résultat de nous empêcher de commencer des travaux de fond sur un ordre du jour que nous avons nous-mêmes adopté.

C'est pourquoi je demande instamment à chacun de s'interroger sérieusement sur ce problème, sur ce dilemme, qui nous empêche depuis maintenant plus de six ans de mener un quelconque travail de fond.

Permettez-moi de remercier toutes les délégations pour m'avoir encouragé dans mes efforts et mes consultations. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général, M. Ordzhonikidze, le Secrétaire général adjoint, M. Enrique Román-Morey, et l'ensemble des membres du secrétariat, pour leur concours efficace. Je remercie également les services de conférence et, bien entendu, les interprètes, qui nous ont aidés dans nos travaux.

Il me reste à adresser tous mes vœux à l'Ambassadeur Kasri de l'Indonésie, qui doit me succéder à la présidence de la Conférence du désarmement, et à l'assurer de mon entière coopération. Je lui souhaite un plein succès dans l'exercice de ses responsabilités.

Nos travaux d'aujourd'hui sont terminés. La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le jeudi 20 février 2003, à 10 heures, dans cette même salle.

La séance est levée à 11 h 40.